







EANEPN

Étude sur l'alimentation, la nutrition et l'environnement chez les Premières Nations

Résumé des conclusions et des recommandations

pour huit régions de l'Assemblée des Premières Nations 2008-2018

Université d'Ottawa Université de Montréal Assemblée des Premières Nations

OCTOBRE 2021

Merci à tous les participants et aux contributeurs !

Pour obtenir plus d'information ou une copie complète de l'ébauche du rapport sommaire :

www.fnfnes.ca

Si vous avez des questions au sujet de ces résultats ou du projet comme tel, veuillez communiquer avec :

Lynn Barwin, coordonnatrice nationale de l'EANEPN (613) 562-5800, poste 7214 fnfnes@uottawa.ca

Le financement de cette étude a été fourni par la Direction générale de la santé des Premières Nations et des Inuits (anciennement Santé Canada). L'information fournie et les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs/chercheurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue officiel du ministère des Services aux Autochtones Canada.

TABLE DE MATIÈRES

- 4 COLLECTIVITÉS AYANT PARTICIPÉ À L'EANEPN
- 5 1 TITRE ET MÉTHODES
- 6 2 LA PARTICIPATION DANS L'ENSEMBLE DES HUIT RÉGIONS DE L'APN
- 8 3 LA DIVERSITÉ DES ALIMENTS TRADITIONNELS
- 11 4 LA COLLECTE ET L'UTILISATION DES ALIMENTS TRADITIONNELS
- 12 5 LE BIEN-ÊTRE, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LE RÉGIME ALIMENTAIRE
- 15 6 LES PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES
- 19 7 RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS PRINCIPALES
- **8** RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉTUDE

COLLECTIVITÉS AYANT PARTICIPÉ À L'EANEPN

Kitsumkalum First Nation

Hagwilget Village

Tahltan First Nation

Iskut First Nation

Witset First Nation

Tsay Keh Dene Nation

Tl'azt'en Nation

Lake Babine Nation

Fort Nelson First Nation

Prophet River First Nation

Doig River First Nation

Saulteau First Nations

Skidegate Nation

Nuxalk Nation

Namgis First Nation

Tla'amin Nation

Samahquam First Nation

Douglas First Nation (Xa'xtsa)

Lil'wat Nation

Lower Nicola Indian Band

Splatsin First Nation

Swan Lake First Nation

Sandy Bay Ojibway First Nation

Pine Creek First Nation

Chemawawin Cree Nation

Sagkeeng First Nation

Hollow Water First Nation

Cross Lake Band of Indians

Sayisi Dene First Nation

Northlands Denesuline First Nation

Asubpeeschoseewagong Netum

Anishinabek (Grassy Narrows)

Wauzhushk Onigum Nation

Kitchenuhmaykoosib Inninuwug First

Nation (Big Trout Lake)

Kingfisher Lake First Nation

Webequie First Nation

Fort William First Nation

Marten Falls First Nation

Batchewana First Nation of Ojibways Sagamok Anishnawbek First Nation

Atikameksheng Anishnawbek

Fort Albany First Nation

Attawapiskat First Nation

Moose Cree First Nation

Garden River First Nation

Aamjiwnaang First Nation

Munsee-Delaware Nation

Six Nations of the Grand River

Mohawk Nation at Akwesasne

Dene Tha' First Nation

Little Red River Cree Nation

Horse Lake First Nation

Driftpile First Nation

Mikisew First Nation

Whitefish Lake #128 (Goodfish Lake)

Wesley First Nation

Chiniki First Nation

Louis Bull First Nation

Ermineskin Cree Nation

Woodstock First Nation

Saint Mary's First Nation

Eel Ground First Nation

Esgenoôpetitj First Nation

Elsipogtog First Nation

Pictou Landing First Nation

We'koqma'q First Nation

Potlotek First Nation

Eskasoni First Nation

Membertou First Nation

Miawpukek First Nation

Fond du Lac Denesuline First Nation

Black Lake Denesuline First Nation

Lac La Ronge Indian Band

Pelican Lake First Nation

Onion Lake Cree Nation

Ahtahkakoop Cree Nation

Shoal Lake Cree First Nation

James Smith Cree Nation

The Key First Nation

Muskeg Lake Cree Nation

Beardy's and Okemasis First Nation

Mosquito, Grizzly Bear's Head, Lean Man

First Nation

White Bear First Nation

Naskapi Nation of Kawawachikamach

Whapmagoostui First Nation

The Crees of Waskaganish First Nation

Les Montagnais d'Unamen Shipu

La Nation Anishnabe du Lac Simon

Cree Nation of Mistissini

Mohawks of Kahnawá:ke

Odanak First Nation

Micmacs of Gesgapegiag

Listuguj Mi'gmaq First Nation



1 TITRE ET MÉTHODES

Pourquoi entreprendre l'EANEPN?

Ce projet constitue la première étude complète qui vise à combler les lacunes au chapitre des connaissances du régime alimentaire, des aliments traditionnels et des contaminants auxquels sont exposées les Premières Nations.

L'exclusion des populations des Premières Nations vivant dans les réserves des études nationales a mené à ces lacunes dans nos connaissances à l'égard des habitudes alimentaires, de la nutrition et de l'exposition aux contaminants présents dans la nourriture.

Les objectifs principaux de l'étude consistaient à déterminer :

- les habitudes de consommation d'aliments traditionnels et d'aliments du commerce et l'apport nutritionnel chez les adultes vivant dans les réserves
- l'état de la sécurité alimentaire des ménages
- l'exposition aux contaminants chimiques présents dans les aliments traditionnels et dans l'eau du robinet
- les types et la quantité de produits pharmaceutiques à usage agricole, vétérinaire et humain présents dans les eaux de surface dans les réserves

La première étude
complète qui vise à
combler les lacunes au
chapitre des connaissances
du régime alimentaire,
des aliments traditionnels
et des contaminants
environnementaux.

EANEPN : un projet de recherche participative centrée sur la collectivité

L'EANEPN est la plus importante étude menée avec les Premières Nations au Canada, qui porte sur la nutrition, la sécurité alimentaire et la qualité des aliments. L'EANEPN est fondée sur une approche standardisée qui inclut des outils et une méthodologie identiques pour mener un sondage auprès d'adultes des Premières Nations vivants dans des réserves de huit régions de l'Assemblé des Premières Nations (APN) au sud du 60° parallèle au Canada. Afin d'assurer que l'étude évalue et représente la diversité des régimes alimentaires des Premières Nations, les échantillons ont été récoltés à partir d'une stratégie d'échantillonnage aléatoire fondé sur un cadre d'écosystèmes qui inclut **11 écozones.**

Les Premières Nations participantes ont contribué à la planification et à la mise-en-oeuvre de la collecte de données pour les cinq principales composantes de l'étude :

- > entrevues (ménages)
- > détection de métaux (eau du robinet)
- détection de produits pharmaceutiques (eau de surface)
- détection de mercure (cheveux)
- > détection de contaminants (aliments traditionnels)

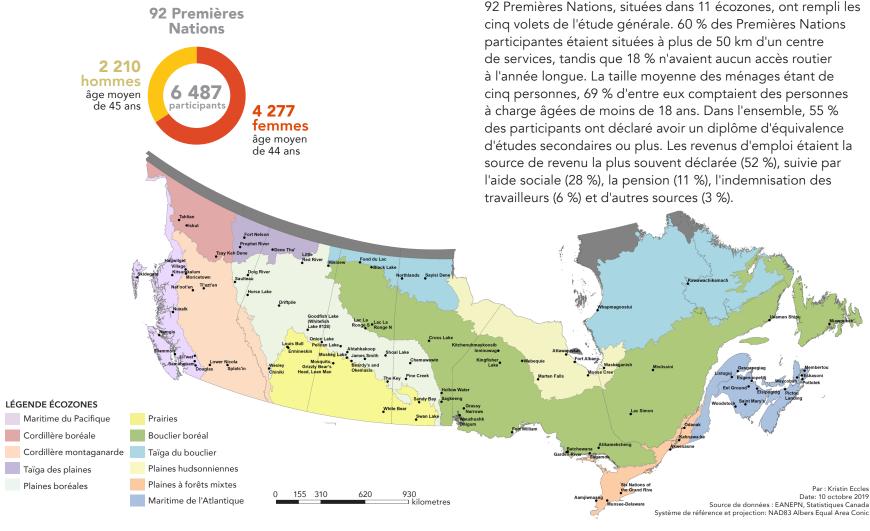
Collecte de données



2008 MOIS D'AUTOMNE : DE SEPTEMBRE À LA MI-DÉCEMBRE 2

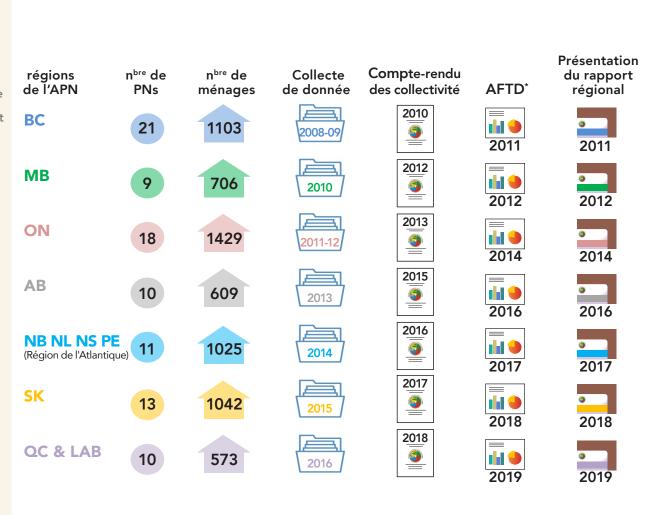


PARTICIPATION DANS L'ENSEMBLE DES HUIT RÉGIONS DE L'APN



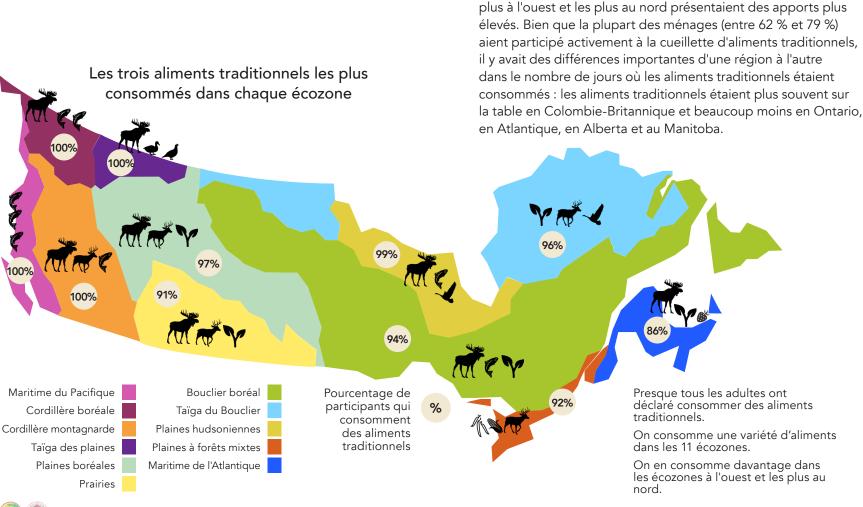


Emplacement des Premières Nations 39 % 3 % 18 % 50-350 km >350 km accessible par avion seulement 60 % km 50 40 % ₩ ¥ 20 centre de services



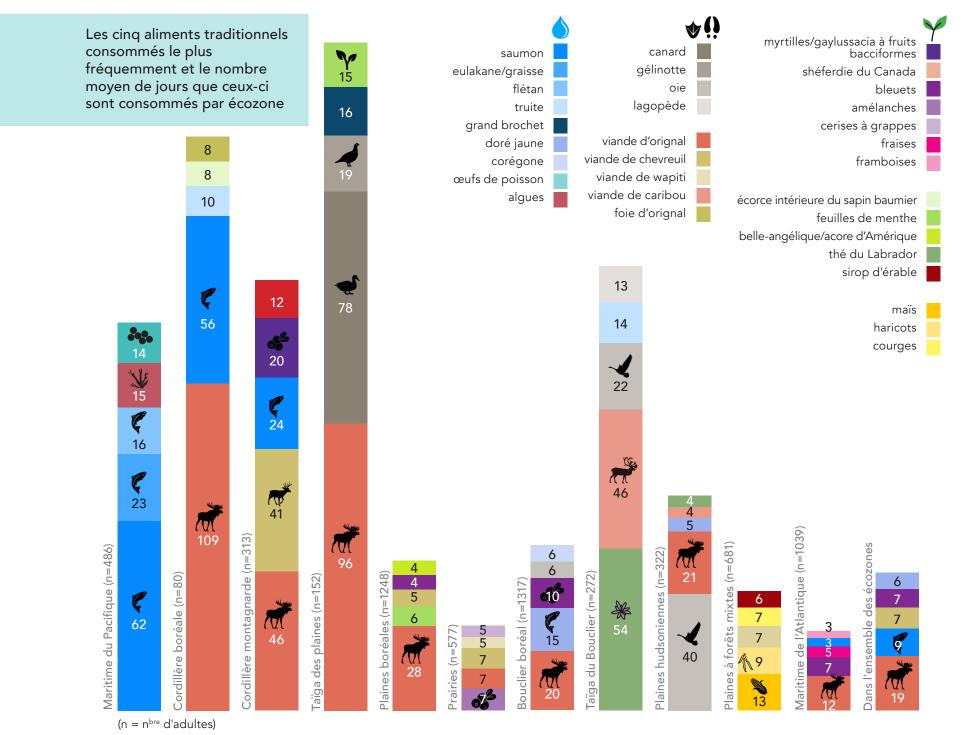
Divers modèles d'utilisation des aliments traditionnels ont été observés dans les régions et les écozones. Les écozones les

3 LA DIVERSITÉ DES ALIMENTS TRADITIONNELS











Les jours où des aliments

traditionnels (AT)

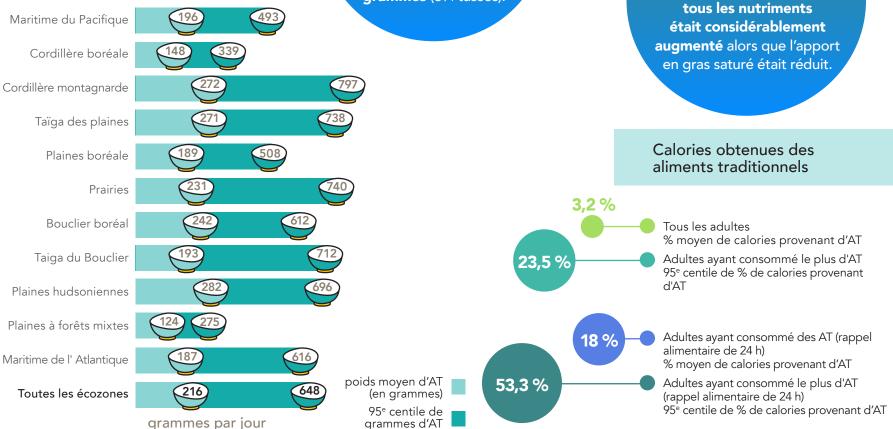
étaient consommés,

l'apport de presque

Les résultats présentés sur cette page sont tirés du rappel de 24 heures, un aperçu de tous les aliments et boissons consommés un jour de l'automne.

La consommation quotidienne d'aliments traditionnels (AT) pour les adultes qui ont consommé des AT selon leur relevé alimentaire de 24 heures.

La consommation quotidienne moyenne d'aliments traditionnels était de **39 grammes** (2½ c. à soupe) alors que certains adultes ont déclaré consommer plus de **800 grammes** (3½ tasses).





4 LA COLLECTE ET L'UTILISATION DES ALIMENTS **TRADITIONNELS**

L'utilisation d'aliments traditionnels était associée au lieu de résidence, à la participation du ménage aux activités de récolte d'aliments traditionnels, au groupe d'âge, au sexe et à l'éducation. Les obstacles structurels à la récolte sont les activités industrielles et les réglementations gouvernementales, tandis que les obstacles au niveau des ménages sont l'insuffisance des ressources pour acheter/exploiter l'équipement, l'absence de chasseur et le manque de temps.

Les obstacles à la cueillette d'aliments traditionnels



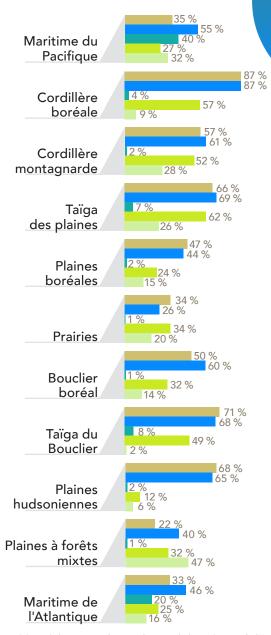
externes

- activités industrielles (foresterie, agriculture, mines, hydroélectricité)
- activités récréatives (récolteurs non autochtones)
- réglementation gouvernementale
- changement climatique (agissant sur la disponibilité et le cycle de vie)
- défis d'accès
- disponibilité des aliments traditionnels



au niveau du ménage

- manque de ressources pour se procurer ou pour opérer de l'équipement
- absence de chasseurs
- temps



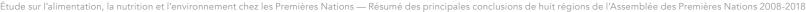
Dans l'ensemble des régions et les écozones, la plupart des ménages pratiquaient activement la récolte et la production d'aliments.

> Pourcentage des ménages qui participent à n'importe quelle pratique de récolte ou de production d'aliments par écozone

ont chassé ont pêché ont récolté des fruits de mer ont récolté des plantes

ont planté un potager

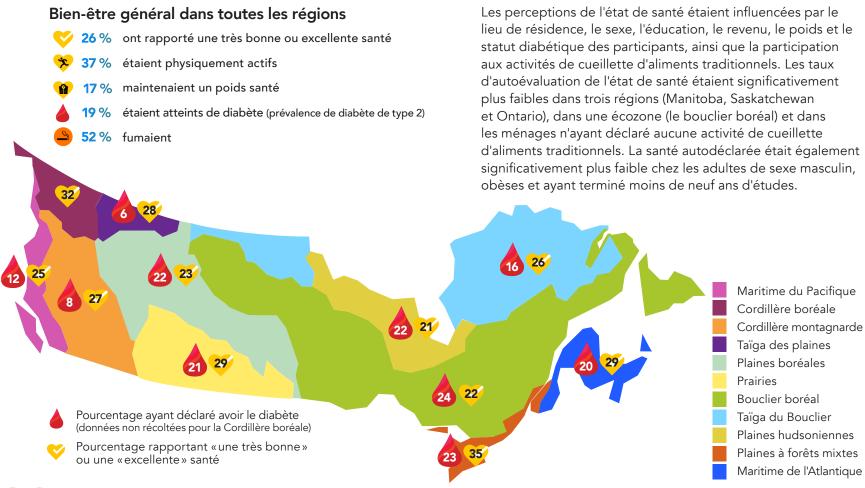




LE BIEN-ÊTRE, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LE RÉGIME ALIMENTAIRE

Les mesures de santé et de bien-être continuent de démontrer qu'il existe encore de grandes inégalités entre les Premières Nations et des populations non autochtones.

Le bien-être



La sécurité alimentaire des ménages

L'EANEPN a mesuré la capacité financière des ménages dans les réserves de se procurer des aliments du commerce. L'accès aux aliments traditionnels a été mesuré par des questions portant sur les pratiques de récolte, les obstacles à l'utilisation d'aliments traditionnels, ainsi que la suffisance et disponibilité des en aliments traditionnels.

La prévalence de l'insécurité alimentaire est très élevée dans les communautés des Premières Nations (48 %). Les taux les plus élevés d'insécurité alimentaire ont été observés en Alberta (60 %) et dans les communautés éloignées. Par écozone, le plus faible taux d'insécurité alimentaire (23,7 %) a été observé dans la Cordillère boréale (nord de la C-B). L'insécurité alimentaire était plus faible dans les ménages où deux personnes ou plus travaillaient à temps plein, chez les adultes plus âgés (71 ans et plus), chez les hommes et chez les personnes se déclarant en bonne santé et les non-fumeurs. Les taux d'obésité et de diabète sont plus élevés que ceux rapportés pour l'ensemble de la population canadienne. 82 % de tous les adultes étaient considérés comme faisant de l'embonpoint ou obèses. Le taux de diabète normalisé selon l'âge était de 19 % pour tous les adultes.

48 %
des ménages vivent
l'insécurité alimentaire,
c'est-à-dire qu'ils ont
accès économique
insuffisant

24 à 60 % L'intervalle d'insécurité alimentaire par écozone Un taux d'insécurité alimentaire de

3 à 5X plus élevé que pour la population générale au Canada (12 %)



Pourcentage d'insécurité

Plusieurs familles n'ont également pas accès à des aliments provenant du système alimentaire traditionnel.





Régime alimentaire

Le régime alimentaire des adultes des Premières Nations ne répond pas aux recommandations nutritionnelles. Les apports en vitamines A, D et C, en acide folique, en calcium et en magnésium sont inadéquats.

Les apports de plusieurs nutriments étaient beaucoup plus élevés pour ceux qui pouvaient inclure des aliments traditionnels dans leur régime alimentaire, comparé à ceux qui ne consommaient que des aliments du commerce.





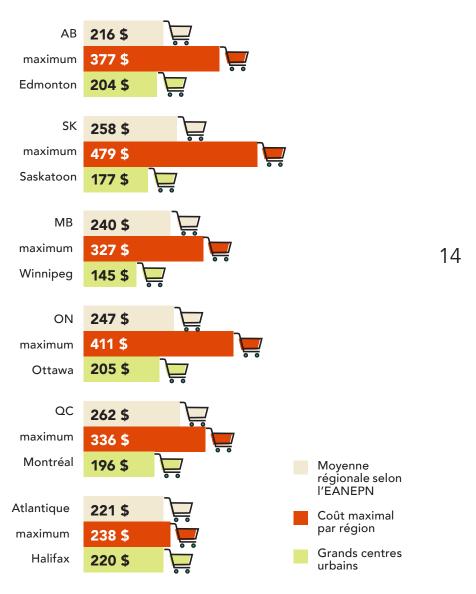
Tout comme pour la population générale du Canada, les apports en sodium dépassaient les niveaux recommandés. La réduction de l'apport en sodium peut avoir un effet bénéfique sur le risque de maladies chroniques. La soupe en conserve était une source principale de sodium.

Coût des aliments

Dans l'ensemble des régions, le coût des aliments était supérieur dans les collectivités qui se trouvent à l'extérieur des grands centres urbains. Se procurer un panier de provisions nutritif sain est rarement possible dans plusieurs collectivités qui se trouvent à plus de 50 km d'un grand centre urbain où le coût des aliments était souvent de deux à trois fois supérieur. Dans les collectivités accessibles seulement par avion, les coûts étaient encore plus élevés.

Le faible taux d'emploi et de rémunération par rapport aux coûts des aliments et le manque d'accès ou de disponibilité des systèmes alimentaires traditionnels contribuent de façon significative aux taux élevés d'insécurité alimentaire.

Coûts d'un panier d'épicerie pour une famille de quatre



La comparaison des coûts en épicerie n'a été entreprise qu'une fois la collecte de données en BC complétée.







L'accès à l'eau potable acceptable de qualité est un besoin fondamental et joue un rôle dans la réduction de la consommation de boissons sucrées.

Qualité et salubrité de l'eau potable

Cette étude fournit un aperçu des niveaux de métaux typiquement retrouvés dans l'eau du robinet des logements dans les collectivités des Premières Nations.



ménages qui ont fait tester l'eau potable



dépassements pour les métaux qui affectent le goût et la couleur



dépassements pour les métaux qui présentent une préoccupation pour la santé des humains



plomb



uranium



arsenic



sélénium

Même si la qualité de l'eau potable est satisfaisante en ce qui concerne la présence de métaux qui peuvent agir sur la santé humaine, le goût et la couleur de l'eau sont deux facteurs qui en limitent la consommation.



évitaient de boire l'eau du robinet à cause du goût ou d'autres valeurs esthétiques

Les problèmes identifiés étaient surtout liés à l'apparence et au goût de l'eau. Afin d'améliorer la qualité de l'eau potable, il faudrait mettre au point et entretenir régulièrement les systèmes de traitement ou d'approvisionnement d'eau. Certaines collectivités des Premières Nations doivent continuer à laisser couler l'eau du robinet avant de s'en servir afin de réduire les niveaux de plomb. Les tuyaux de plomb doivent être remplacés dans les logements aux prises avec de hauts taux de plomb dans l'eau potable.



Produits pharmaceutiques dans les eaux de surface



432 échantillons prélevés **302** points d'échantillonnage



produits pharmaceutiques différents trouvés dans les eaux de surface de **83** % des collectivités

On a retrouvé ces produits pharmaceutiques dans les eaux de surface de 10 % ou plus des collectivités.

Produit pharmaceutique n^{bre} de communautés

caféine
aténolol
cotinine
metformine
carbamazépine
sulfaméthoxazole
cimétidine
naproxène
acétaminophène
clarithromycine
kétoprofène

Lignes directrices sur les produits pharmaceutiques

Il n'existe pas, à l'heure actuelle, de ligne directrice canadienne relative à la qualité de l'eau potable vis-à-vis des produits pharmaceutiques. La Colombie-Britannique (BC) a établi une ligne directrice pour le niveau de 17 alpha-éthinylestradiol dans l'eau. Les résultats de l'EANEPN ont été comparés aux lignes directrices établies en Colombie-Britannique, en Australie, en Californie et dans l'état de New York.



Dans trois Premières Nations en Ontario et dans une au Québec, les taux de caféine présents dans les sites d'eaux de surface dépassaient les niveaux établis par les lignes directrices en Australie et en Californie.



Dans deux Premières Nations en Ontario, les taux de 17 **alpha-éthinylestradiol** dépassaient les niveaux établis par la BC pour protéger la vie aquatique. Les taux détectés pourraient agir sur la fertilité de certains poissons.

La présence de ces produits pharmaceutiques indique une contamination possible des eaux usées. La concentration d'autres produits pharmaceutiques testés par l'EANEPN ne poserait pas de danger pour la santé humaine ou pour l'environnement aquatique. Il faudrait consommer des centaines de verres d'eau issue de ces eaux de surface par jour pendant une période prolongée pour en subir des effets sur la santé.

La plupart des résultats de l'EANEPN sont en deçà de ceux d'autres études sur les eaux de surface et les eaux usées menées au Canada, aux États-Unis, en Europe, en Asie et en Amérique Centrale.



Il s'agit de la plus importante base de données sur les niveaux de contaminants présents dans les aliments traditionnels au Canada. Ces données peuvent servir à estimer les concentrations «typiques» retrouvées dans chaque aliment d'une écozone. Ces résultats peuvent servir à d'autres Premières Nations de l'écozone qui n'ont pas participé à l'EANEPN.

Analyses des contaminants dans les aliments traditionnels

Afin d'évaluer si l'exposition aux contaminants présents aux niveaux détectés dans les aliments traditionnels présentait des risques pour la santé, la consommation de contaminants a été comparée aux valeurs recommandées dans les lignes directrices de Santé Canada pour la protection de la santé.

Selon les habitudes alimentaires actuelles, le risque d'exposition aux contaminants par la consommation d'aliments traditionnels est négligeable pour la plupart des adultes.

À l'échelle de l'écozone, les adultes qui sont de grands consommateurs d'AT (95° percentile) pourraient encourir un risque élevé d'exposition au cadmium, au plomb et au mercure.



chaque collectivité a fourni jusqu'à

30

aliments traditionnels typiquement consommés (jusqu'à 5 répliqua de chaque aliment)



Analysés pour déceler les niveaux de



éléments trace

métaux présentant des préoccupations pour la santé humaine



polluants organiques persistants

collecte* de

échantillons d'aliments traditionnels représentant

250

aliments

Lorsque certains échantillons d'aliments traditionnels n'étaient pas prélevés dans une collectivité, les niveaux de contaminants retrouvés dans les aliments traditionnels de la même écozone ou de la même région ont été utilisés.

*Obtenus de chasseurs ou de pêcheurs locaux ou prélevés des congélateurs familiaux, puis analysés.



Analyse de la présence de mercure dans les cheveux



Adultes qui ont consenti au prélevement et à l'analyse de leurs cheveux pour détecter la présence de mercure

Valeurs recommandées par Santé Canada pour le mercure 2 microgrammes/grammes dans les cheveux pour les femmes en âge de procréer

6 microgrammes/grammes dans les cheveux pour les hommes adultes et les femmes de 51+

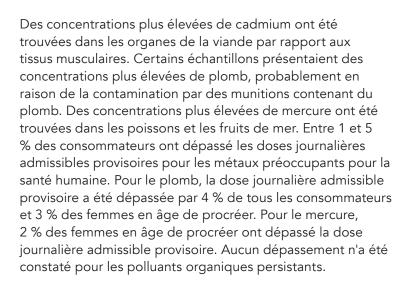
95,5 % avaient des taux de mercure de moins de 2 microgrammes/ grammes

La charge corporelle de mercure se trouve en deçà des valeurs établies de **6 microgrammes/grammes** dans les cheveux dans toutes les régions sauf au Québec

Les femmes en âge de procréer et les personnes plus âgées (51 ans et plus) vivant dans les écozones du Nord ont tendance à avoir des taux d'exposition au mercure plus élevés qui dépassent les valeurs recommandées par Santé Canada.

Il pourrait être utile d'effectuer de la recherche-action, menées par les collectivités qui se situent dans les écozones du Nord, afin d'enquêter sur la prévalence d'exposition au mercure et afin de pouvoir fournir des conseils cohérents en matière de communication des risques et de nutrition en ce qui concerne l'importance des aliments traditionnels et la réduction de l'exposition au mercure.

Les résultats suggèrent que les sources de mercure incluent le poisson pêché localement ainsi que le poisson de source commerciale.



Risque élevé d'exposition	Écozone	Aliments traditionnels clés à concentration élevée de métaux
Cadmium	Cordillère boréale Taïga des plaines	Abats¹ (rein, foie)
Plomb	Plaines boréales Prairies Cordillère montagnarde	Animaux et oiseaux contaminés par des munitions contenant du plomb ²
Mercure	Bouclier boréal Taïga du Bouclier	Doré jaune, grand brochet et truite ³

- 1. Il pourrait exister un risque élevé d'exposition chez les grands consommateurs d'abats, et tout particulièrement s'ils sont également fumeurs.
- 2. On estime un risque élevé d'exposition due aux munitions contenant du plomb, chez les grands consommateurs d'aliments traditionnels.
- 3. On a décelé un risque élevé d'exposition au mercure présent dans les aliments traditionnels chez certaines femmes en âge de procréer.



7 RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS PRINCIPALES

- 1 Cette étude fournit, pour la première fois, un ensemble concordant de preuves des conséquences sur la dimension humaine de la dégradation environnementale continue sur les citoyens des Premières Nations et leurs collectivités.
- 2 Les systèmes alimentaires traditionnels sont essentiels aux Premières Nations.
- Les aliments traditionnels représentent des valeurs centrales pour les Premières Nations. Celles-ci incluent des valeurs culturelles, spirituelles et traditionnelles, des bienfaits pour la nutrition, pour la santé, pour la sécurité alimentaire et pour le savoir traditionnel, ainsi qu'un lien continu à la terre et à l'eau.
- 4 L'accès aux aliments traditionnels ne répond pas aux besoins présents. Plus de la moitié des adultes ont déclaré que la récolte d'aliments traditionnels est affectée par des activités en lien avec les industries et par le changement climatique.
- En général, les aliments traditionnels sont préférés aux aliments du commerce. Les aliments traditionnels sont de qualité nutritionnelle supérieure et leur inclusion dans le régime alimentaire en améliore la qualité de façon significative.

- Les aliments traditionnels ne représentent aucun risque pour la consommation sauf pour deux exceptions :
 - Les grands poissons prédateurs (doré jaune, grand brochet) retrouvés dans certaines régions ont des taux de mercure élevés et certaines femmes en âge de procréer ont des niveaux d'exposition élevés, particulièrement dans les régions nordiques de la Saskatchewan, du Manitoba, de l'Ontario et du Québec.
 - L'utilisation de munitions contenant du plomb a mené à de très hauts taux de plomb dans plusieurs échantillons de mammifères et d'oiseaux échantillonnés. Ceci s'avère être un risque élevé d'exposition au plomb pour certains adultes et certaines femmes en âge de procréer. L'emploi d'autres types de munitions pourrait éliminer ce risque d'exposition au plomb.

- Aliments traditionnels valeurs culturelles spirituelles traditionelles
 - meilleure nutrition et meilleure santé
 - sécurité alimentaire
 - savoirs traditionnels
 - liens continus à la terre et à l'eau

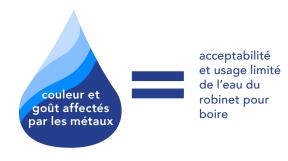


- Plusieurs Premières Nations doivent constamment faire face à des niveaux d'insécurité alimentaire extrêmement élevés. En général, presque la moitié des familles des Premières Nations peinent à mettre suffisament de nourriture sur la table. Les familles ayant des enfants sont encore plus affectées.
- Le prix d'aliments sains dans plusieurs collectivités des Premières Nations est beaucoup plus élevé que dans les grands centres urbains rendant ces aliments hors de portée pour plusieurs familles.
 - Près de la moitié de toutes les familles des Premières Nations peinent à se nourrir suffisament.

- Le régime alimentaire de plusieurs adultes des Premières Nations est inadéquat du point de vue nutritionnel, et cette réalité est fortement liée à l'insécurité alimentaire et à un choix limité d'aliments sains.
- 10 La santé de plusieurs adultes des Premières Nations est compromise par de taux très élevés de tabagisme, d'obésité (le double des taux d'obésité pour les Canadiens), et avec un cinquième de la population adulte souffrant de diabète (plus de deux fois la moyenne nationale).



- Des problèmes persistent pour les systèmes de traitement des eaux de plusieurs collectivités, notamment le dépassement des limities recommendées pour la teneur en métaux. Les métaux peuvent affecter la couleur et le goût de l'eau, ce qui en limite son acceptabilité et son usage.
- Des résidus de produits pharmaceutiques ont été décelés dans les eaux de surface retrouvées tout près ou à l'intérieur même de certaines collectivités, indiquant peut-être une contamination des eaux usées.





8 RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉTUDE

Les auteurs de cette étude demandent les gouvernements et les décideurs à se pencher immédiatement sur les problèmes systémiques liés aux aliments, à la nutrition et à l'environnement touchant les Premières Nations et de le faire de façon à appuyer un leadership mené par les Premières Nations et les solutions qu'elles envisagent.

Un Un atelier s'est tenu à Ottawa les 5 et 6 novembre 2019 afin d'examiner les résultats de l'EANEPN avec les nations participantes. Les recommandations suivantes ont été élaborées grâce à l'apport direct des 280 participants à l'atelier qui provenaient de partout au pays, y compris des dirigeants et du personnel technique des autorités sanitaires des Premières Nations, des centres de santé et des organisations de santé autochtones, ainsi que des représentants de 80 communautés des Premières Nations, dont 60 ont participé à l'EANEPN.

es résultats soulignent la nécessité de continuer à miser sur les efforts déployés actuellement à l'échelle communautaire, régionale, provinciale et nationale pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les collectivités des Premières Nations au moyen d'une stratégie axée sur les déterminants sociaux de la santé.

Les priorités et les valeurs autochtones doivent être reconnues et incluses dans les cadres pertinents qui affectent les décisions relatives à l'utilisation des terres, à leur conservation, à la protection des habitats et à l'accès suffisamment d'aliments traditionnels de grande qualité.



...RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉTUDE

- SOUTENIR LES INITIATIVES qui promeuvent les droits, la souveraineté, l'autodétermination, les valeurs et la culture autochtones.
- Soutenir les collectivités pour qu'elles puissent prendre leurs propres décisions éclairées en matière de sécurité et de souveraineté alimentaires.
 - Soutenir la promotion de la bonne santé, de l'accès à des aliments sains et du bien-être général en tant que droit de la personne.
 - ii. Maintenir ou améliorer l'accès et la disponibilité d'aliments traditionnels en réglant les problèmes locaux liés aux droits sur les terres, l'eau et la pêche, en améliorant, notamment, l'accès aux territoires de chasse et aux ressources nécessaires pour acquérir des aliments traditionnels.
 - iii. Reconnaître et inclure les valeurs et les priorités autochtones dans toutes les décisions des gouvernements fédéral, provinciaux et locaux concernant l'utilisation des terres, le développement, la conservation et la protection des habitats.
 - iv. Reconnaître, protéger et faire respecter les droits des Premières Nations à la priorité sur la récolte dans les zones prévilégiées pour répondre à leurs besoins alimentaires, et restreindre au minimum ou compenser toute atteinte potentielle à ces droits prioritaires de récolte.
- Adopter une approche d'élaboration des politiques qui tient compte des différences et des besoins régionaux.
 - Créer des opportunités de financement et des politiques qui répondent aux différents besoins de chaque région, au sein des régions (par exemple, entre nord et sud), et au sein des différentes collectivités (pas de solution/recommandation universelle).
 - ii. Accroître l'admissibilité des collectivités aux programmes de subvention visant à réduire les différences de prix des aliments entre les grands centres urbains et les Premières Nations locales.

- iii. Fournir un soutien financier pour augmenter le nombre d'entreprises/d'organisations de production et de distribution alimentaire qui sont appartenues et gérées par les Premières Nations.
- iv. Promouvoir la santé environnementale et la nutrition dans les collectivités en augmentant l'accès aux diététistes communautaires et autres experts ou gardiens du savoir, et développer des programmes offrant des incitatifs pour ramener les scientifiques, les médecins, les nutritionnistes, les biologistes, les chimistes et les autres spécialistes locaux dans leurs collectivités d'origine.
- C. Reconnaissance/enseignement des modes de connaissance traditionnels.
 - Créer des stratégies pour décoloniser les processus bureaucratiques (p. ex. changer le format des procédures de financement pour qu'elles soient flexibles et répondent aux besoins des Premières Nations).
 - ii. Élaborer des programmes d'études sur les connaissances traditionnelles (CT).
 - iii. Intégrer les systèmes de connaissances autochtones (SCA) dans les programmes de nutrition, non seulement comme une réflexion après coup en référence à un « groupe vulnérable », mais plutôt en incorporant pleinement les CT.





23

...RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉTUDE

DONNER LA PRIORITÉ À LA PROTECTION à la protection de l'environnement : terres, eaux et territoires des Premières Nations.

- Améliorer les mesures qui protègent les écosystèmes locaux, atténuent les effets négatifs de la pollution et du changement climatique, et empêchent l'aggravation des dommages environnementaux
 - i. Améliorer les cadres législatifs de protection de l'environnement et combler les lacunes dans la réglementation pour faire en sorte que la protection de l'environnement s'aligne sur les droits et les préoccupations des Autochtones, y compris les droits prioritaires des Premières Nations d'accéder et d'utiliser les zones de conservation, les parcs et autres zones protégées pour la collecte de nourriture.
 - ii. Reconnaître et traiter les impacts d'un environnement changeant dû au changement climatique, ainsi que d'autres formes de dégradation environnementale, sur l'(in)sécurité alimentaire, la nutrition, la santé et la perte d'habitat (p. ex. la perte d'espèces et ses implications).
 - iii. Augmenter le financement pour soutenir les initiatives visant à réduire la pollution (terre, air, eau), y compris la surveillance et la collecte de données propres aux Premières Nations.
 - iv. Fournir un soutien accru aux efforts et initiatives visant à réduire les impacts du changement climatique sur la sécurité et la souveraineté alimentaire des Premières Nations.
- Promouvoir la consommation d'aliments traditionnels.
 - i. Soutenir le développement d'efforts de communication en matière de santé publique, dirigés par les Premières Nations et fondés sur les valeurs autochtones, dans le but de promouvoir l'importance de continuer à se fier aux aliments traditionnels comme source de nourriture saine, tout en diminuant l'exposition potentielle aux contaminants environnementaux.

- ii. Élaborer des directives spécifiques aux régions et aux écozones en matière de consommation de poisson qui soulignent l'importance du poisson dans l'alimentation, mais qui informent également les populations sensibles sur la diminution de l'exposition au mercure (p. ex. les femmes en âge de procréer).
- C. Réduire les niveaux de contaminants dans les environnements naturels et construits en améliorant la recherche, l'éducation, la réglementation et la communication.
 - i. Établir des partenariats plus solides avec le gouvernement et l'industrie pour mieux réglementer le rejet de contaminants environnementaux, y compris des stratégies visant à éliminer ou à réduire la contamination des territoires traditionnels des Premières Nations par des sources externes.
 - ii. Améliorer l'éducation et la sensibilisation du public à l'importance des aliments traditionnels et soutenir des choix de vie sains (p. ex. l'exposition au cadmium des abats accompagné de tabagisme, le plomb des munitions, etc.).
 - iii. Élaborer un programme national pour le remplacement sûr et abordable des munitions et des poids de pêche à base de plomb.
 - iv. Améliorer la communication des possibilités de financement existantes pour les programmes qui mesurent et atténuent les niveaux de contamination.
 - v. Élaborer un programme national à long terme de surveillance des contaminants alimentaires traditionnels.



Garantir la bonne qualité de l'eau potable et la confiance dans la sécurité des systèmes d'eau publics.

- i. Fournir des améliorations à l'infrastructure pour soutenir la production et la distribution d'eau potable.
- ii. Promouvoir la consommation de l'eau du robinet de préférence aux boissons sucrées et artificiellement sucrées pour des raisons de santé, et à l'eau en bouteille, qui est une source de pollution plastique.
- iii. Répondre aux préoccupations concernant le goût ou l'apparence de l'eau potable afin de soutenir l'eau du robinet comme option à prévilégier.
- iv. Fournir des ressources pour soutenir les programmes réguliers de surveillance, d'inspection et d'entretien des systèmes d'eau potable afin d'améliorer la sécurité, le goût et l'apparence des approvisionnements en eau potable.
- v. Remplacer les tuyaux en plomb par une solution plus sûre pour éviter des niveaux élevés de plomb dans l'eau potable.
- vi. Élaborer des stratégies efficaces à long terme pour prévenir la pollution de l'eau et protéger les bassins versants.

- S'assurer que les produits pharmaceutiques ne sont pas présents à des niveaux potentiellement dangereux pour les humains ou les animaux.
 - i. Élaborer un programme national de surveillance des produits pharmaceutiques et des lignes directrices pour la protection des milieux aquatiques et terrestres afin d'éviter toute exposition inutile à ces contaminants et à d'autres.
 - ii. Élaborer une planification détaillée pour le traitement et l'élimination appropriés des déchets d'eaux usées.
 - iii. Fournir une infrastructure adéquate de gestion intégrée des déchets solides, y compris des programmes de soutien pour le retour ou l'élimination appropriée des médicaments sur ordonnance et des médicaments non utilisés ou périmés, comme alternative à l'élimination des médicaments dans les toilettes ou à leur mise à la poubelle.
 - iv. Combler les lacunes réglementaires et législatives en ce qui concerne les produits pharmaceutiques et améliorer les systèmes de contrôle et de surveillance à cet égard.

24



... RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉTUDE

RENFORCER LES CAPACITÉS pour éliminer les obstacles à une bonne nutrition et réduire l'insécurité alimentaire.

- Intégrer une approche globale de l'alimentation et de la nutrition qui implique de s'attaquer aux problèmes sociaux et aux facteurs socio-économiques tels que la pauvreté, le chômage et l'éducation, qui contribuent à l'insécurité alimentaire.
 - Mettre en place un programme d'alimentation scolaire des Premières Nations adapté à la culture afin que chaque enfant des Premières Nations ait accès à des aliments sains selon les critères locaux.
 - ii. Accroître l'accès aux aliments de marché sains et abordables.
 - iii. Soutenir des modes de vie sains et durables qui contribuent à la prévention des maladies.
 - iv. Mettre en œuvre des stratégies visant à modifier l'environnement bâti afin de favoriser l'activité physique et le bien-être général (p. ex. potentiel piétonnier, possibilités de loisirs).
 - v. Fournir un accès facile à des services de santé culturellement pertinents et sûrs.
 - vi. Améliorer la capacité financière des familles à s'engager dans des activités de récolte et de production alimentaire locales et à acheter des aliments sains de marché, en tenant compte des augmentations du coût de la vie et de l'inflation.
 - vii. Fournir des ressources supplémentaires pour soutenir une prévention primaire sûre et culturellement appropriée, y compris la prévention des maladies aiguës et chroniques.
 - viii. Augmenter le financement, l'éducation, et l'accès aux programmes et politiques sociales qui s'attaquent aux disparités économiques par l'intermédiaire d'emploi culturellement pertinent ou axé sur la terre (p. ex. la pêche, le piégeage, etc.).

- Soutenir les collectivités pour qu'elles s'appuient davantage sur les systèmes alimentaires traditionnels et renforcent leur résilience face aux menaces qui pèsent sur la sécurité/ souveraineté alimentaire, notamment les pandémies (COVID-19) et les événements/catastrophes climatiques extrêmes (inondations, sécheresse, feux de forêt, etc.).
 - i. Améliorer la disponibilité et l'accès locaux à des aliments sains, indépendamment des importations (p. ex. jardins, serres, unités hydroponiques, activité agricole et élevage d'animaux, le cas échéant).
 - ii. Promouvoir le partage et la conservation des aliments traditionnels récoltés à l'échelle locale (p. ex. à l'aide d'un congélateur communautaire); améliorer l'accès aux systèmes alimentaires traditionnels par une combinaison de subventions qui soutiennent la récolte, la culture, le partage et la conservation des aliments traditionnels.
 - iii. Soutenir le transfert et l'échange de connaissances et l'acquisition de compétences en matière d'alimentation (p. ex. la chasse, la conservation des aliments, la préparation des aliments, la budgétisation, etc.).
 - iv. Augmenter le soutien économique ou le revenu des ménages pour supporter les coûts de la vie et de la chasse.
 - v. Augmenter le financement de tous les paliers de gouvernement pour surveiller, protéger et garantir que les écosystèmes locaux sont sains et peuvent soutenir la capacité des Premières Nations à accéder à des aliments traditionnels en quantité suffisante.

...RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉTUDE

- AMÉLIORER LES PARTENARIATS, la collaboration et la communication entre les Premières Nations et tous les paliers de gouvernement, ainsi que les partenariats entre les Premières Nations, afin de favoriser le partage d'informations sur l'alimentation, la nutrition et l'environnement.
 - i. Créer des réseaux entre les Premières Nations, les gouvernements et le secteur privé pour lutter contre l'insécurité alimentaire.
 - ii. Établir des partenariats avec les gouvernements pour mieux communiquer les responsabilités juridictionnelles et aider à naviguer dans les processus bureaucratiques (p. ex. créer une boîte à outils sur la communication bidirectionnelle avec le gouvernement, y compris la sécurité culturelle).
 - iii. Cerner les possibilités et soutenir les partenariats communautaires et la collaboration entre collectivités voisines (p. ex. de meilleures communications intercommunautaires pour permettre le partage des initiatives et des ressources).
 - iv. Accroître les collaborations avec le gouvernement et l'industrie pour réglementer le rejet de contaminants dans l'environnement en impliquant les Premières Nations dans les discussions dès le début du processus, y compris l'identification des alternatives.



...RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉTUDE

SOUTENIR LA RECHERCHE CONTINUE, l'éducation et la sensibilisation du public.

- Utiliser les données de l'EANEPN pour aider les collectivités à confirmer le besoin de programmation et de planification, d'intervention et d'atténuation.
- ii. Diffuser l'information de manière pertinente, appropriée et significative pour les Premières Nations en appliquant des méthodes de collaboration et de participation communautaire.
- iii. Souligner la manière dont les résultats positifs et les exemples peuvent être utilisés pour contribuer au développement d'outils au-delà du niveau de la collectivité, de la région ou du pays (p. ex. partager les leçons apprises à l'échelle internationale).



CRÉER UN GROUPE DE TRAVAIL ou un comité mixte chargé de planifier la mise en œuvre et l'application de ces recommandations.

- i. Former un groupe de travail dirigé par les Premières Nations et composé de détenteurs de droits des Premières Nations, ainsi que de parties prenantes multiniveaux et intersectorielles, afin de procéder à un examen général des recommandations, de cerner les priorités aux niveaux local, régional et national, de mener des consultations et la mobilisation et de favoriser l'opérationnalisation des recommandations.
- ii. Créer un plan d'action avec des délais pour la mise en œuvre des actions et des objectifs, en reconnaissant que la nature de la mise en œuvre variera d'une région à l'autre.
- iii. Inclure dans un plan d'action des initiatives et des solutions basées sur la collectivité, ainsi que sur le savoir autochtone, y compris la mise en œuvre de politiques par les Premières Nations à l'échelle locale.
- iv. Surveiller et évaluer l'efficacité des programmes existants visant à améliorer l'accès à la nourriture pour les Premières Nations en ce qui concerne leur potentiel à réduire l'insécurité alimentaire et réorganiser les programmes en fonction de la rétroaction des Premières Nations.
- Faciliter la mobilisation pour élaborer des interventions à plusieurs niveaux et cerner et orienter les besoins et priorités de recherche futurs.
- vi. Continuer à surveiller la nutrition et l'insécurité alimentaire, et créer des mécanismes appropriés pour établir les responsabilités en matière de progrès et de transparence dans les rapports.